

LA RDC EST LE QUATRIÈME PAYS LE PLUS PAUVRE AU MONDE: POURQUOI?

Sous les ruines d'un pays à la dérive, favorisons le cercle vertueux entre la paix, le développement et la refondation de l' état, avec la proposition d'un nouveau contrat social basé sur la lutte contre la "prédation destructive".

Table des matières

- 1. LA DÉCHÉANCE D'UN ETAT**
 - 2. LE PARADOXE CONGOLAIS**
 - 3. LA RÉSISTANCE AUX RÉFORMES, POURTANT
INDISPENSABLES**
 - 4. LE FLÉAU DE LA CORRUPTION EST OMNIPRÉSENT ET
IL DOIT ÊTRE COMBATTU**
 - 5. LE DROIT DE "CUEILLETTE" DES ÉLITES**
 - 6. LA PRÉDATION DESTRUCTIVE**
-

1. LA DÉCHÉANCE D'UN ETAT

La RDC est descendue à la **quatrième place du classement des pays les plus pauvres au monde**, selon la dernière publication du FMI-Global Finance de 2024.

Pour élaborer son classement, Global Finance s'est basé sur le PIB (Produit Intérieur Brut) par habitant, tel qu'il ressort du plus récent rapport du FMI.

181	Yémen	1 996
182	Madagascar	1 979
183	Liberia	1 882
184	Malawi	1 712
185	Niger	1 675
186	Mozambique	1 649
187	RD Congo	1 552
188	République centrafricaine	1 123
189	Burundi	916
190	Soudan du Sud	455

GLOBAL FINANCE/FMI 2024¹

¹ Classement des pays selon le PIB - Global Finance/FMI
<https://zoom-eco.net/a-la-une/monde-la-rdc-classee-4e-pays-le-plus-pauvre-global-finance/>

Cela doit nous interpeller!

Il serait sans doute recommandé que les dirigeants congolais se posent les bonnes questions sur les causes de la déchéance d'un pays aussi bien doté en ressources naturelles, afin de **“vivisecter” le grand corps malade du Congo-Kinshasa et comprendre sa maladie.**

Pourquoi le Congo Démocratique est-il si pauvre alors qu'il possède des richesses naturelles abondantes ?

2. LE PARADOXE CONGOLAIS

Au Congo, les habitants sont pauvres alors que le pays est riche: 75 % des habitants du Congo vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Le sous-sol du Congo compte parmi les plus riches du monde grâce à ses ressources minières (diamants, cuivre, étain, cobalt, or, etc.). Le pays possède également d'abondantes ressources forestières ainsi que des sols fertiles, idéals pour l'agriculture.

Aujourd'hui, les exportations de minerai représentent plus de 90% des exportations du pays, et plus de la moitié partent à destination de la Chine. Mais ces ressources minières ne constituent aujourd'hui que 30% des recettes fiscales.

La mauvaise gouvernance et la corruption y sont pour quelque chose, dans la déliquescence de l' état.

Les minerais en RDC sont un peu comme le pétrole au Venezuela.

Cette rente crée, paradoxelement, un cycle d'inflation et de corruption, selon les spécialistes des matières premières ², plutôt qu'enrichir le pays.

La production agricole, quant à elle, a ralenti à une croissance de 2,2 % en 2023 (contre 2,4 % en 2022), rendant encore plus volatile l'autonomie alimentaire de la RDC, toujours plus dépendante des importations³.

Enfin, une escalade de la guerre à l'est et une volatilité politique continue, ne font qu'aggraver la situation économique.

Derrière une situation politique instable, dûe aussi à des élections minées par la fraude électorale, se dessine un horizon financier sombre. Tous les indicateurs congolais sont au rouge.

Ces ruptures des équilibres économiques sont presque toujours la conséquence d'une mauvaise gouvernance :

des institutions non redevables ou non réactives, un accès inéquitable aux services et aux ressources, **un manque de participation inclusive aux processus de démocratisation** et

²Review de la Banque mondiale 2023.

³ idem

une faible capacité de la société civile et de l'opposition politique (souvent marginalisée et embastillée) à relever ces défis.

3. LA RÉSISTANCE AUX RÉFORMES, POURTANT INDISPENSABLES

La RDC présente en effet, un cas d 'école de **Résistance aux Réformes** qui, il faut l'avouer, n'ont pas été sérieusement envisagées, ces dernières années, alors qu'elles s'avèrent indispensables. Les réformes sont bien citées dans les différents programmes gouvernementaux mais, en réalité, elles ne sont pas mises en place.

En d'autres termes, les maux récurrents de notre vie politique sont connus:

on y trouve la "**petite corruption**" à côté de "**la grande corruption**", le **népotisme**, le **trafic d'influence**, les **abus de biens sociaux**, le **délit d'ingérence**, mais aussi le **pillage dans ses formes violentes surtout dans les zones de conflit**.

C'est par une concertation efficace des différents groupes en conflit mais aussi de l'opposition non armée et la société civile qu'on pourrait atteindre un compromis politique susceptible de conduire à une solution durable de la crise généralisée qui frappe présentement la RDCongo⁴.

⁴ DONNONS UNE CHANCE A LA PAIX
<https://x.com/EugeneDiomi/status/1795419733350621432>

Si le compromis politique à atteindre concerne essentiellement les acteurs congolais, toutes tendances confondues, il reste évident qu'on ne pourrait pas consolider la paix sans implication des puissances régionales, lesquelles furent, malheureusement, à l'origine de la crise, sans oublier les nombreux intervenants étrangers dans le conflit, avec leurs troupes revenues sur notre sol, après le départ officielle de toutes les forces étrangères obtenu en 2013. Cela pourrait prendre la forme d'un traité international.

Certains observateurs dénoncent la faillite de l'État congolais comme étant la cause des conflits qui frappent la RDC. Les dysfonctionnements des institutions (pouvoir judiciaire, pouvoir législatif, armée et services de sécurité) et ceux du système politique, **ont conduit la RDC au présent état de déliquescence, avec un état de droit faible et un capitalisme du désastre, où tout s'achète, mais sans justice sociale**⁵.

Concrètement, vu la déliquescence de l'État, il est absolument indispensable de mettre en œuvre quelques axes d'actions pour consolider la paix en République Démocratique du Congo. **Ces axes constituent des stratégies de reconstruction du pays pour la restauration de la paix, qui pourra ouvrir la route au développement.**

⁵ Philippe Chalmain,
<https://www.eyrolles.com/Litterature/Livre/des-ressources-et-des-hommes-9791025201893/>

La paix et la sécurité favorisent le développement et la prospérité d'un pays. Au contraire, la guerre et la lutte contre les rébellions sont coûteuses, ruineuses et destructrices.

Les différentes rébellions, les guerres ethniques ou interethniques ainsi que la mauvaise gestion de la chose publique ont sérieusement secoué l'État de la République Démocratique du Congo, en la désarticulant dans ses fonctions régaliennes. Afin de restaurer la paix et la sécurité dans le pays, il est indispensable de rétablir ces fonctions régaliennes de l'État sur l'ensemble du territoire national, car elles constituent des conditions *sine qua non* de tout développement.

Il ne fait aucun doute qu'en RDCongo, la refondation de l'État doit passer par la restauration de l'administration du pays, particulièrement de **la justice, de l'armée, de la police, des forces de sécurité ainsi que de la diplomatie qu'on voudrait nationales et républicaines.**

La RDC, malgré ses neuf frontières, **n'a pas su se doter d'une armée à la taille ni de son territoire ni de sa démographie et encore moins de sa position géostratégique⁶.**

La RDC doit avoir une armée composée d'hommes et des femmes formés, instruits et cultivés, en d'autres termes une armée professionnelle, différente du "mille-feuille" qui est celle d'aujourd'hui⁷. Cette armée devrait être équipée et motivée, une

⁶ RDC : quelle armée pour demain ? - Makanisi.org, 2023

⁷ DONNONS UNE CHANCE A LA PAIX, DIOMI,

<https://democratiechretienne.org/2024/05/28/donnons-une-chance-a-la-paix-en-rdc/>

armée tournée en temps de paix vers les objectifs de développement du pays. Aussi longtemps que le pays n'aura pas **d'armée nationale républicaine** capable de sécuriser le peuple et les institutions, il n'y aura pas de paix durable. C'est pourquoi il est prioritaire de restructurer l'armée sur une nouvelle base, à même de garantir la stabilité, la sécurité et l'intégrité des frontières du territoire congolais. Pour restaurer sa crédibilité, cette nouvelle armée devra se doter d'une force de dissuasion dictée par les impératifs géographiques et géo-stratégiques, compte tenu de la position du Congo-Kinshasa au centre de l'Afrique.

La réhabilitation de l'État implique aussi un système efficace et dissuasif de défense nationale

C'est seulement sous cet angle que la RDC pourra retrouver sa place en Afrique et dans le monde, et pourra jouer son rôle de gendarme dans la communauté de pays des Grands Lacs, afin de garantir une paix durable dans la région. Cela constitue un défi à multiples facettes pour le gouvernement congolais présent et à venir.

Au niveau du changement des mentalités, il y a lieu de mentionner que **la corruption, les détournements, le clientélisme, le népotisme ainsi que le tribalisme** doivent être bannis des grands services de l'État. **L'indépendance de la magistrature** doit être une réalité pour lutter contre la corruption et les détournements des deniers publics. Des organes de lutte contre la corruption, comme **l'IGF, Inspection Générale des Finances**, ont démontré leurs limites dans leur approche "**de prévention des**

détournements” plutôt que **“d’investigation et dénonciation”** ainsi que de **“répression”** des détournements commis par les responsables politiques.

La politique de bon voisinage et l’ouverture au monde, en vertu des règles du droit international, constituent également des facteurs de la refondation de l’État basés sur une diplomatie forte qui doit être assurée, en premier lieu, par les diplomates de carrière, aujourd’hui fortement négligés, souvent abandonnés, comme ils sont, dans des situations de précarité qui les rende incapables d’assurer une représentation digne du pays.

La refondation de l’État congolais doit être caractérisée par la fin de l’impunité.

Les forts ne doivent pas être immunisés et les faibles sacrifiés. Ainsi, la loi doit s’appliquer à tout le monde de la même manière.

L’établissement de l’État impartial supposera un bouleversement de l’ordre des choses, un changement significatif et inscrit dans la longue durée.

4. LE FLÉAU DE LA CORRUPTION EST OMNIPRÉSENT ET IL DOIT ÊTRE COMBATTU

La corruption d’en bas est désignée par de multiples euphémismes qui montrent bien qu’elle est une pratique devenue banale : **pot-de-vin, sucré, dessous-de-table, commission**

illégal, frais de suivi, motivation, coopération invisible, aidez-nous-à-vous-aider, matabiche [8], madesu abana.

Le niveau de concussion chez les policiers, par exemple, est de 97 %, selon une enquête de l'Université de Kinshasa de 2010, pas actualisée à ce jour. Un policier perçoit une indemnité mensuelle notoirement en dessous du minimum vital. Ils prélèvent le *kolomba*, un droit de péage sur les conducteurs, clients habituels de l'agent ou auteurs d'une faute réelle ou imaginaire. Le chef qui suit la négociation bénéficiera ensuite d'une fraction du produit délesté au titre de la mutualisation hiérarchique. Pire, la sécurité intérieure est elle aussi "monétisée": le dépôt d'une plainte ou bien l'intervention de la police pour la répression d'un crime doivent être aussi monnayés par les citoyens congolais..

La prévarication parmi les deux milles magistrats que compte le pays est une attitude fréquemment dénoncée. Dans une enquête de l'Université de Kinshasa qui remonte à quelques années, 45 % d'entre eux affirmaient avoir été corrompus pour délivrer la justice. Les magistrats disent qu'ils « vivent des dossiers » et se plaignent souvent de ne pas avoir à traiter des cas « intéressants »⁹.

Au guichet de l'Office des douanes de Matadi, l'expression en usage chez les importateurs est « tracasseries ». De l'autre côté du même guichet, des formules fleurissent comme ***Kanga ngai miso*** (Bande mes yeux), ***Toboma moto*** (Éteignons le feu)...

⁸ <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2010-4-page-128.htm>

⁹ <https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2010-4-page-129.htm>

Pour une importation de marchandise, la durée moyenne du séjour au port d'un conteneur est de 32 jours. Le surcoût est exorbitant : le prix d'un produit importé arrivé à Kinshasa est multiplié par **3,2**.

Du débarquement à la livraison à Kinshasa, on compte environ 50 taxes parafiscales, sans considérer les péages en cours de route. Et ces charges exorbitantes seront nécessairement récupérées par les commerçants, sur les prix des biens de première nécessité, **ce qui va encore plus appauvrir les couches de la population à faible pouvoir d'achat.**

Souvent, les agents publics créent des lenteurs et des tracasseries uniquement dans le but de percevoir des pots-de-vin. Dans une situation où le fonctionnaire considère que l'État ne remplit pas son obligation de lui servir régulièrement son salaire, il se justifiera en se servant lui-même sur les citoyens.

Les pratiques corruptives « d'en haut » sont d'une autre nature que celles guidées par la survie et les relations sociales ordinaires. Là se situe la distinction entre **petite** et **grande corruption**. La seconde porte sur des montants d'une autre envergure et s'exerce dans des cénacles étroits et cachés. Elle possède ses domaines privilégiés (**travaux publics, immobilier, importations**) et communique avec l'extérieur, les **négociants internationaux, les firmes minières, les banques...**

5. LE DROIT DE “CUEILLETTE” DES ÉLITES

Du haut en bas de l'appareil étatique, l'assimilation d'une position de pouvoir à un droit de « cueillette » se généralisa.

Le résultat est la ruine des biens et des services publics, **l'hyperinflation, la croissance négative et une destructrice fuite en avant qui appauvrit les congolais.**

Les acteurs politiques, quant à eux, n'ont souvent pas de références idéologiques très précises, comme c'est le cas des formations politiques qui constituent l'actuelle majorité de **l'USN (Union sacrée de la Nation)**¹⁰ ; ils sont surtout attachés, une fois "élus", à gérer leurs intérêts et leurs alliances, dans la cadre du partage du pouvoir.

Face à eux, les électeurs, une fois qu'ils ont touché la rétribution de leur vote, n'utilisent guère la modeste information disponible pour superviser la mise en œuvre des engagements de campagne des élus.

D'autant plus que l'utilisation des machines à voter privatisées, au moment des récentes élections, rend les électeurs tout à fait inutiles¹¹ vis-à-vis à des "élus" qui ne sont redevables qu'au système de clientélisme qui les a placés au pouvoir!

¹⁰ DEFICIT IDEOLOGIQUE DE L'USN

<https://x.com/EugeneDiomi/status/1797615267029082467>

¹¹ RAPPORT FINAL DE L'OBSERVATION DES OPERATIONS D'IDENTIFICATION ET D'ENRÔLEMENT DES ÉLECTEURS 2022 - 2023 EN RÉPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

https://cejprdc.org/wp-content/uploads/2023/05/Rapport_Final_IEE_MOECENCOECC_16052023.pdf

Les Provinces congolaises donnent maintes illustrations d'abus dans l'usage des fonds publics. La versatilité des élus est telle que l'on parle de « vagabondage politique » pour décrire leur comportement. La position du gouverneur, par exemple, n'est pas si enviable qu'il y paraît. "Élu" par les députés, le plus souvent achetés, il est leur otage ; il devra payer sans cesse pour avoir été promu avec leur soutien. Quand le gouvernement central lance une campagne contre la mauvaise gestion des deniers publics, il se trouvera facilement des élus locaux ou des électeurs qui n'ont pas trouvé leurs comptes pour les poursuivre en justice pour abus financiers. Cela rend inefficace la décentralisation pour le développement des provinces, déjà privées des moyens de la rétrocession prévue par la Constitution et la péréquation prévue pour les provinces plus pauvres.

En R.D.Congo, comme ailleurs en Afrique, la corruption agit par capillarité, elle irrigue par des circuits peu mesurables la toile d'araignée sociale et politique.

La corruption tisse ainsi le maillage du pouvoir autour d'un réseau de complicités, renforce la cohésion interne des groupes autour de la prédation et de la redistribution de ses sales bénéfices. Elle permet de gérer les alliés et les courtisans ainsi que de conforter leur loyauté. Voilà comment certains slogans de campagne - comme celui du "Peuple d'abord" - se dissolvent dans une réalité politique centrée, bien au contraire, sur le "moi, ma famille, ma tribu d'abord".

Au quotidien, l'administration publique, au sommet comme à la base, se révèle être un ensemble où tout est personnalisé, relationnel, où tout se joue sur les affinités tribales et la complicité mutuelle.

L'espace de la légalité ne se différencie pas nettement de l'espace du délit.

Les exemples des récentes élections corrompue des sénateurs et des gouverneurs, surtout de la ville de Kinshasa, sont emblématiques de cette confusion délibérément entretenue entre l'espace du délit (comme la concussion des grands électeurs) et celui de la légalité (la prétendue "motivation"- des voitures de luxe, de l'argent - en faveur des grands électeurs pour conditionner l'élection d'un candidat).

Plus l'État semble s'effiloche ou se déliter, plus il se donne les moyens de se maintenir par d'autres moyens. Les ruses de **l'État minimum** accouchent de nouvelles formes de régulation segmentées, décentralisées; l'effet reste le même: la multiplication des détournements (**frappes**) qui indignent la population exaspérée par la gabegie financière et le florilège de dénonciations de fraudes qui restent à jamais impunis.

Les réactions même embryonnaires des mouvements citoyens comme **TOLEMBI PASI**, ont été violemment réprimées, avec des

“détentions au secret” des animateurs de ces mouvements, qui se poursuivent depuis des semaines¹².

6. LA PRÉDATION DESTRUCTRICE

On évalue qu'en Afrique **les coûts additionnels dus à la corruption (détournements, sur-facturation, commissions)** représentent de 10 à 30 % de la valeur de transactions. Pour ce qui concerne la R.D. Congo, de nombreux indices laissent penser que la charge est beaucoup plus élevée, empiriquement de l'ordre de **30 à 40 %**¹³.

Les maux de qui frappent la population à cause de la prédation destructrice, sont identifiés au quotidien :

pénurie d'eau, délestage voire privation de l'électricité, abattage illégal d'arbres ou de forêts, pollution des eaux, construction anarchique d'immeubles qui détruisent les équipements collectifs ou qui menacent de s'écrouler, importation de médicaments illicites et dangereux, etc.

Les conséquences pour la population sont tragiques.

80 % des ménages congolais vivent avec moins d'un dollar par jour et par personne, contre 10 dollars en 1960.

Dans certaines Provinces, l'**État minimum** c'est en réalité l'Eglise, catholique, protestante ou kimbanguiste. Elle préserve une forme

¹²

<https://afriquactu.net/2024/05/27/rdc-ou-allons-nous-avec-les-arrestations-des-activistes-du-mouvement-tolembi-pasi-sous-ladministration-de-felix-tshisekedi-tribune-de-jc-vuemba/>

¹³ [La résistance à la bonne gouvernance](#)

de gouvernabilité et de services publics. Elle gère les écoles, l'université, les hôpitaux, les centres de santé. Comment tenir ? En apprenant la débrouille, à contourner la légalité.

En effet, la lutte contre la corruption ne se résume pas à l'extraction d'un cancer localisé quelque part dans le corps malade de l'état. Elle doit prendre en compte sa capacité particulière à **se systématiser, à contaminer, de façon significative et selon des mécanismes interrelationnels complexes, l'ensemble du système social.**

Rien n'empêche de penser qu'un nouveau **contrat social** pourrait se former autour de l'idée qu'**il ne peut y avoir le développement économique recherché par le plus grand nombre, sans un minimum d'ordre politique et de la lutte contre la corruption.**

En RDC, malheureusement, on assiste à la mal-gouvernance qui maintient le pays dans une **crise généralisée.**

La question des inégalités et de la redistribution des revenus est au centre des débats, mais très loin de l'application dans le budget de l'État.

Le vol, le népotisme, la corruption et les détournements des fonds colossaux de l'État congolais ainsi que l'impunité sont des maux auxquels les populations assistent passivement, dans la crainte de la répression violente. Les rares tentatives de manifestation sont

violemment réprimées, avec la participation aussi de milices violentes.

Les dirigeants de la RDC doivent s'approprier la bonne gouvernance sans laquelle la restauration de la paix serait inexistante.

La nourriture, l'eau, l'électricité, l'éducation, les soins de santé et le logement constituent des besoins fondamentaux de base que l'État doit assurer pour la réalisation de la justice sociale et distributive permettant au peuple congolais de vivre dans une société équilibrée.

L'une des conditions essentielles est d'assurer économiquement la population en la mettant à l'abri des besoins élémentaires pour sa survie : nourriture, santé, logement, institutions scolaires, etc.

La RDC est virtuellement riche, au regard de ses potentialités.

Mais comme la guerre en cours a pour effet de polariser sur elle les énergies disponibles et l'attention de l'État, les conditions minimales pour réaliser cet objectif ne sont envisageables qu'à la fin des hostilités.

En d'autres termes, **la paix, en RDC, est strictement liée à des paramètres politiques et économiques**: la corruption, la fraude électorale, le tribalisme, le népotisme **ne font qu'aggraver la paupérisation du pays** et son exposition à la guerre, à cause de son armée déstructurée, une administration défailante et une

sécurité du pays affaiblie par le manque de moyens, absorbés par la corruption systémique et le train de vie extravagant des animateurs des institutions.

Il faudra alors envisager une thérapeutique de choc pour organiser le retour de l'État, avec des politiques sociales véritablement orientées vers les bonnes conditions socio-économiques des Congolais.

L' échec économique et social entraîne au sein de la population un sentiment d'angoisse, de peur et de désespoir.

Cela est encore plus vrai pour les 7,2 millions de déplacés de guerre qui ont reçu, à ce jour, à peine 150 francs congolais (0,06\$) par an, selon un récent rapport qui vient d'être publié (Observatoire de la dépense publique, 06 juin 2024).

La réhabilitation de l'État doit s'opérer grâce à un nouveau type d'État social, doté d'autorités publiques mues par la volonté non seulement **de gagner en légitimité, se pliant à la redevabilité politique, mais aussi par la volonté de rétablir la justice sociale, de combattre contre les inégalités: en bref, de lutter contre la pauvreté.**

Réduire le phénomène des extravagances du train de vie des animateurs des institutions publiques fait aussi partie de cette correction indispensable à apporter¹⁴.

¹⁴ LE TRAIN DE VIE EXTRAVAGANT DES ANIMATEURS DES INSTITUTIONS ENTRAÎNE LE DEVELOPPEMENT DU PAYX <https://x.com/EugeneDiomi/status/1785763040555647377>

Types de pratiques prédatrices	Nature de l'échange
1. Gratification, matabiche, madesu abana, motivation, bakchich, pot-de-vin	Transaction sans vol, spontanée mais accélérée, pour un service licite
2. Passe-droit, « bonus incitatif », combine, commission, forfaiture	Transaction sans vol, négociée illégalement, pour un service non licitement dû
3. Faveur, patronage, concussion, subornation, népotisme	Transaction spontanée mais accélérée pour un service non licitement dû
4. Rétribution induue, péculat, grivèlerie, arnaque, prise illégale d'intérêts	Abus d'autorité, appropriation d'un bien d'autrui en usant de moyens frauduleux
5. Tromperie, falsification, trucage, dol, escroquerie, usurpation de fonction	Trafic d'influence, manœuvre frauduleuse destinée à tromper une personne
6. Coupage journalistique, achat de votes, fraude électorale, achat de consciences, tripotage	Transaction négociée pour occuper une position politique ou sociale induue
7. Gratte, cueillette, tribut, extorsion, spoliation, racket	Appropriation privatisée de biens par l'utilisation de la force publique
8. Perruque, flibuste, escroquerie, soustraction de biens, détournement	Abus de biens sociaux, utilisation privée ou vol définitif d'un bien public
9. Brigandage, rapine, exaction, razzia, pillage	Vol avec recours à la violence physique et à main armée

L'échelle de gravité des pratiques prédatrices¹⁵

¹⁵ Réflexions autour du cas congolais (RDC) Pierre Jacquemot

En d'autres termes, donner une chance à la paix, signifie aussi surmonter les problèmes actuels de mégestion socio-économique qui placent la RDC en queue de peloton des pays les plus défavorisés au monde.

Ce sursaut patriotique s'impose, pour que le principe de la **prédation destructrice** laisse enfin la place au **développement**, si nous ne voulons pas continuer à être la risée de toute l'Afrique: la RDC est le quatrième pays le plus pauvre au monde, malgré ses incommensurables richesses qui devraient en faire le pays le plus riche d'Afrique.

Plutôt que rechercher des boucs émissaires, assumons nos responsabilités et mettons un terme à la déliquescence de l'État congolais, disant "non" à la prédation destructive pratiquée par nos élites, qui refusent de nous être redevables politiquement, perpétuant le "serpent de mer" de leur illégitimité !

Kinshasa, 08 juin 2024,

Eugène Diomi Ndongala,
Démocratie Chrétienne, DC

BIBLIOGRAPHIE

Le classement des pays selon leur PIB- Global Finance/FMI

<https://zoom-eco.net/a-la-une/monde-la-rdc-classee-4e-pays-le-plus-pauvre-global-finance/>

La resistance aux reformes en RDC,

<https://www.cairn.info/revue-tiers-monde-2010.htm>

DONNONS UNE CHANCE A LA PAIX,

<https://x.com/EugeneDiomi/status/1785763040555647377>

45e réunion de l'Assemblée plénière de l'Épiscopat congolais, 2009.

Réflexions autour du cas congolais (RDC) Pierre Jacquemot

La crise est aussi économique,

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/01/04/en-rdc-la-crise-est-aussi-economique_5057573_3212.html

LE MINERAIS, UNE MALEDICTION POUR L RDC

<https://information.tv5monde.com/afrique/les-minerais-une-malediction-pour-la-republique-democratique-du-congo-2682042#:~:text=Un%20secteur%20domin%C3%A9%20par%20les,que%2030%25%20des%20recettes%20fiscales.>

RAPPORTS DE LA BANQUE MONDIALE SUR LA RDC

<https://donnees.banquemondiale.org/>